

## LA UNE

### Mal-logement : un Français sur cinq concerné

Chaque année, la Fondation Abbé Pierre publie un rapport sur l'état du mal-logement en France. La 24e édition du rapport annuel sur "L'État du Mal-logement" de la Fondation Abbé Pierre livre une nouvelle description de la crise du logement. Si le marché de l'immobilier affiche une bonne santé générale, 4 millions de personnes restent mal logées ou privées de domicile, tandis que 12 millions voient leur situation fragilisée par la crise du logement. Plus d'un cinquième de la population est donc concerné par un problème de logement dans notre pays. [Accéder au rapport.](#)



## LOGEMENT

### Changer sa chaudière au fioul pour un euro

Environ 3,4 millions de ménages français, soit près de 12 % du parc de résidences principales, utilisent encore le fioul pour se chauffer, notamment en milieu rural. Un dispositif permet désormais aux ménages les plus modestes de remplacer leurs chaudières au fioul par un système plus performant pour 1 euro symbolique. L'offre à 1 euro s'adresse aux ménages propriétaires de maisons individuelles dont le revenu fiscal de référence 2017 est inférieur aux plafonds de ressources très modestes fixés par l'Agence nationale de l'habitat (Anah). En lien, [le décret du 11 février 2019.](#)

**Les aides Habiter Mieux Sérénité et Habiter Mieux Agilité** sont là pour vous aider à payer les frais coûteux de rénovation de votre habitat : isolation, changement de chaudière. Être mieux chauffé, se sentir bien chez soi, retrouver du confort dans un logement ancien, c'est possible avec Habiter Mieux. [Cliquer sur l'image pour en savoir plus.](#)



L'Anah encourage ainsi les travaux de rénovation et réhabilitation des logements en accordant des aides financières aux [propriétaires occupants modestes](#) et aux [syndicats de copropriétés fragiles et en difficulté](#). Elle propose également aux [propriétaires bailleurs privés](#) un contrat pour faciliter la mise à disposition d'un parc locatif rénové à loyer abordable.

## Pour le logement autonome des jeunes

Les Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ) et les Services Logement Jeunes (SLJ) assimilés sont des associations qui accueillent et accompagnent les jeunes de leur territoire dans leur projet logement : recherche, accès et maintien dans le logement. Leur objectif est de permettre à chaque jeune d'accéder à un logement adapté à ses besoins et à sa situation personnelle et professionnelle.

L'Union Nationale des Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes, c'est un réseau d'associations présentes dans (presque) toute la France, pour soutenir les jeunes dans leur projet de logement. C'est aussi une offre de services aux professionnels du logement et de la jeunesse : Formation, conseil, outils pédagogiques, observatoire, et système d'information.

*Un CLLAJ près de chez vous ?*

### **CLLAJ CAP'LOJI – AMITEL**

8 Rue de Soleure, Strasbourg, tél. 03.88.36.15.28 ; mel : [contact@caploji.eu](mailto:contact@caploji.eu); web : [lien vers le site](#)

### **CLLAJ du Bassin d'emploi de Metz**

Maison des Associations 1 rue du Coetlosquet, Metz, tél : 03.87.69.04.18 ; mel : [contact@boutique-logement.fr](mailto:contact@boutique-logement.fr) ; web : [lien vers le site](#)

### **CLLAJ Saint-Dié-des-Vosges**

36 Avenue Ernest Colin, Saint-Dié-des-Vosges, tél : 03.29.51.65.51 ; mel : [contact@cllaideodatie.fr](mailto:contact@cllaideodatie.fr); web : [lien vers le site](#)



### **Saint-Valentin : Déménager par amour**

*L'amour donne des ailes... qui peuvent amener à déménager loin de chez soi...*

71% des membres d'un couple déclarent être prêts à vivre dans une autre région pour suivre leur conjoint, selon un sondage publié le 7 février 2019 par le site d'annonces immobilières *Bien'ici*. L'écart est frappant entre la proportion des hommes (89%) se disant partants et celle des femmes (53%). La moitié des couples estime que le choix du domicile est un gage de réussite pour leur relation amoureuse.

### **Résidences seniors : une alternative à développer**

En 2019, la France compte 13,1 millions de personnes de 65 ans ou plus, soit un habitant sur cinq. Le vieillissement de la population est une évolution sociétale majeure. Pour les seniors dynamiques et autonomes dont l'existence s'allonge, il est primordial de penser le logement autrement ! Pour les seniors dits "fragilisés" (âgés de 75 à 84 ans), l'habitat intermédiaire, entre le domicile historique et l'établissement médico-permet de prévenir et retarder leur éventuelle perte d'autonomie. [Lire cet article de SilverEco](#) (11 février 2019)

**#EXPRIMEZVOUS!**

### **Au pied des immeubles**

Dans une tribune au *Parisien-Aujourd'hui en France* (3 février 2019), Julien Denormandie, ministre chargé de la Ville et du Logement appelle les habitants des quartiers populaires à participer au grand débat national : " Ce qu'ils demandent, ce n'est pas le smic à 1 500 euros nets, c'est de pouvoir travailler, ce n'est pas le rétablissement de l'ISF, mais de gagner assez pour payer des impôts... Le grand débat lancé par le président de la République n'est pas celui des Gilets jaunes ou de la France rurale. C'est celui de tous les Français, où qu'ils vivent et quelles que soient leurs difficultés... Débattons, pas seulement sur les ronds-points mais au pied des immeubles et partout où c'est possible." Voir également en dernière page.

## Bon à savoir

Depuis le 1er janvier 2019, les futurs propriétaires bailleurs peuvent bénéficier d'une défiscalisation lorsqu'ils rénovent un logement dans un quartier ancien dégradé. C'est également un moyen pour les collectivités locales d'associer les investisseurs privés à l'amélioration de l'habitat insalubre. L'aide fiscale porte sur les travaux de rénovation effectués dans le bien avec pour objectif, à terme, d'avoir un parc de logements de meilleure qualité, dans la continuité du plan national de lutte contre le logement insalubre, et d'améliorer l'attractivité dans les centres des villes moyennes.

[Pour en savoir plus.](#)



## SANTE

### Un projet de loi sur la santé

La ministre des solidarités et de la santé a présenté le 13 février 2019 un projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé. Principaux points : la refonte des parcours de formation et suppression du numerus clausus ; de nouvelles organisations territoriales avec des « collectifs de soins de proximité » et des « hôpitaux de proximité » ; l'accélération du déploiement des outils et ressources numériques pour accompagner les professionnels et les usagers.

Agnès Buzyn a également présenté des mesures réglementaires comportant une série de simplifications administratives qui feront l'objet d'un décret en Conseil d'État.

### Renouvellement des représentants des usagers

Les représentants des usagers désignés en 2016 (en application de la loi du 26 janvier 2016) doivent être renouvelés d'ici l'été 2019. Les UDAF sont invitées à préparer ce renouvellement et mettent à la disposition de toute personne intéressée un profil de poste. Ce mandat est très prenant et présente un investissement personnel fort, mais il est essentiel pour défendre la voix des usagers dans les établissements de santé.

### Appel à projet Démocratie sanitaire

La loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) 2012 a créé un fonds d'intervention régional (FIR) qui soutient depuis 2013 la démocratie sanitaire. Un nouvel appel à projets pour des actions de recueil de la parole des usagers ainsi que des actions favorisant la participation des citoyens à la démocratie sanitaire et à l'amélioration de leur santé est lancé pour 2019. Le [cahier des charges](#) indique la date du 15 avril 2019 comme délai pour présenter les projets à l'Agence Régionale de Santé.

### Reste à charge zéro

La réforme du 100% Santé (précédemment dénommée *reste à charge zéro*) entrera en vigueur au 1er janvier 2020 pour les contrats santé collectifs. Après un premier décret publié le 11 janvier 2019 définissant les garanties du panier sans reste à charge, [un décret publié au Journal officiel du 2 février](#) précise le niveau minimal des garanties d'assurance complémentaire santé que les entreprises devront mettre en place à titre obligatoire au profit de leurs salariés dans le cadre des contrats responsables.

### Quand le virtuel prend le dessus sur le réel

De plus en plus de jeunes Français se trouvent dans une situation d'isolement volontaire, de retrait social. On parle souvent, à leur propos, de *hikikomori*. Le phénomène est apparu au Japon dans la seconde moitié des années 1980 et il est devenu un problème social grave depuis les années 2000. Les jeunes restent cloîtrés, retranchés chez eux pendant plus de six mois, sans aucune activité extérieure. Le Professeur Tadaaki Furuhashi est psychiatre. Il a entamé depuis plusieurs années un partenariat avec [l'association strasbourgeoise Ithaque](#). Il présente une conférence à Strasbourg en s'appuyant sur quelques extraits de films sur ce phénomène qui prend de l'ampleur en France : le 28 février, à 20 h, 12 rue Kuhn à Strasbourg.

## Plan national de mobilisation contre les addictions 2018-2022

Le plan s'articule autour de 6 grands défis : "Protéger dès le plus jeune âge ; mieux répondre aux conséquences des addictions pour les citoyens et la société ; améliorer l'efficacité de la lutte contre le trafic ; renforcer les connaissances et favoriser leur diffusion ; renforcer la coopération internationale ; créer les conditions de l'efficacité de l'action publique sur l'ensemble du territoire." Plus de 200 mesures sont proposées.

### **De moins en moins de gynécologues médicaux** (source : *Chambre de Consommation d'Alsace*)

Tandis que les gynécologues obstétriciens pratiquent les actes de chirurgie et les accouchements, les gynécologues médicaux assurent le suivi gynécologique des femmes tout au long de leur vie. Ils exercent dans des cabinets installés en ville et sont de moins en moins nombreux. Entre 2007 et 2017, leur nombre a chuté de 47 % : en cause, le non-renouvellement générationnel mais aussi la suppression de cette spécialité dans l'enseignement entre 1987 et 2003. Résultats : des défauts dans la prévention et l'accès à l'information sur la contraception, la sexualité et le suivi gynécologique des plus jeunes ; des dépistages tardifs, des frottis anormaux, une augmentation des cancers du col de l'utérus, des problèmes d'infections, des IST difficiles à détecter, des pathologies du sein, etc. Mais aussi, des suivis au cours de la ménopause qui ne sont pas assurés.

Le [Comité de défense de la gynécologie médicale](#) (CDGM) se bat pour que les femmes soient correctement suivies et interpelle régulièrement le ministère de la Santé sur cette question



## **EDUCATION**

### **" Pour une école de la confiance "**

L'examen du projet de loi pour une école de la confiance par l'Assemblée nationale a débuté le 11 février 2019. Garantie des savoirs fondamentaux pour tous, instruction obligatoire dès 3 ans, innovation pour s'adapter aux besoins des territoires, amélioration de la gestion des ressources humaines ou encore simplification du système éducatif pour faire progresser l'École sont au cœur du projet de loi. [Retrouvez l'intégralité du discours de Jean-Michel Blanquer](#) en ouverture de cette première séance d'examen de la loi.

### **Parcoursup, saison 2**

La plate-forme d'accès à l'enseignement supérieur a rouvert ses portes le 22 janvier 2019 avec quelques nouveautés qui doivent supprimer le stress de l'année dernière : un calendrier resserré (la procédure principale de Parcoursup fermera le 19 juillet), un répondeur automatique sur les propositions faites, 1000 formations de plus disponibles (dont les filières sanitaires et sociales ainsi que les IFSI). Pour les étudiants handicapés, chaque formation inscrite doit désormais désigner, sur la plate-forme, un référent qui sera à même de répondre à toutes leurs questions spécifiques.

### **Service national universel**

Suite à la remise du rapport sur la consultation de la jeunesse à Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, une première étape dans la mise en place opérationnelle du Service national universel (SNU) s'amorce dans les territoires. En juin 2019, 2000 à 3000 jeunes participeront à la phase de préfiguration du SNU dans treize départements représentatifs de la diversité des territoires, dont les Ardennes. [Communiqué du Ministère](#).

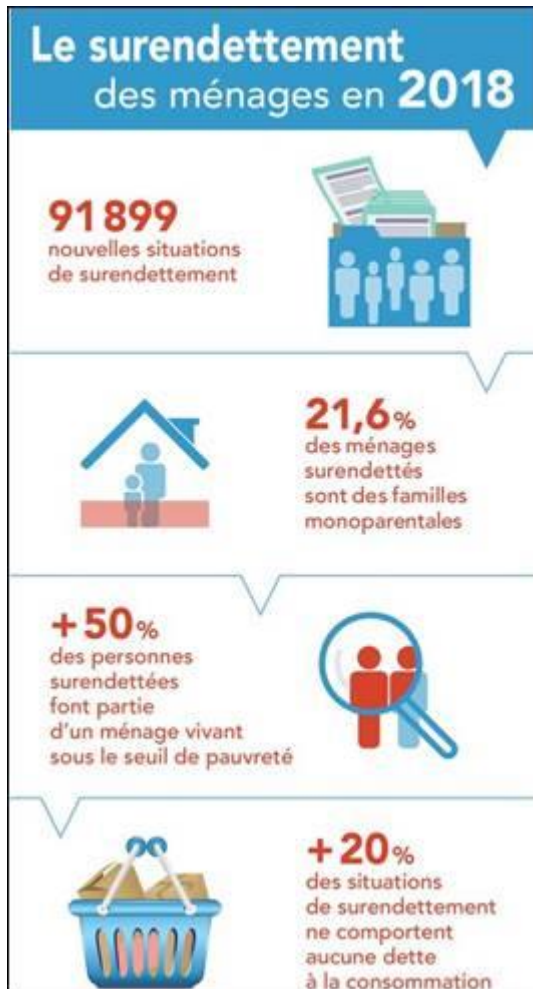
### **Pass Culture**

Le [décret du 1er février 2019](#) met en place l'expérimentation du "pass Culture", une application numérique qui offre aux personnes âgées de 18 ans, françaises ou résidant sur le territoire national, un crédit non renouvelable leur permettant d'acquérir des biens et services culturels pour une valeur maximale de 500 euros TTC

## Après-midi Sport

Le gouvernement veut expérimenter les après-midis consacrés au sport dans les établissements scolaires. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation Nationale, et Roxana Maracineanu, ministre des Sports, prévoient un tel aménagement dès la rentrée prochaine, sur la base du volontariat des établissements. Un appel à candidatures doit être lancé, ont révélé les deux ministres dans une interview croisée publiée le 8 février 2019 par [20 Minutes](#).

## BUDGET DES FAMILLES



En 2018, 162.936 dossiers de surendettement ont été déposés, contre 180.000 en 2017. Le surendettement touche désormais moins les ménages ayant contracté de nombreux crédits à la consommation et davantage les populations en situation de fragilité au regard de leur situation familiale ou de leur emploi.

En lien :

l'[enquête typologique de la Banque de France](#)  
[les données départementales dans le Grand Est](#)

**L'endettement global s'élève en moyenne à 18 439 euros par dossier dans le Grand Est.** L'endettement concerne : les dettes de logement (loyers), les dettes d'énergie (électricité, gaz, chauffage...) mais aussi les dettes de transport, d'assurance ou encore les dettes fiscales.

Lien CERFA :

[Le formulaire de déclaration de surendettement](#)

## Aide juridictionnelle

La [circulaire du 17 janvier 2019](#) fixe le montant des plafonds de ressources, des correctifs pour charges familiales et des tranches de ressources pour l'admission à l'aide juridictionnelle à compter du 18 janvier 2019.

## POLITIQUE FAMILIALE

### Universalité

Une [proposition de loi, déposée le 6 février 2019](#), vise à restaurer l'universalité des allocations familiales et à revenir sur la diminution de l'avantage maximal en impôt résultant de l'application du quotient familial.

### Services aux familles

La CNAF a publié le *Dossier d'étude* n°202 sur [l'Évaluation de la préfiguration des schémas départementaux des services aux familles](#). Lire également [l'article ID CITÉ](#) (25/01/2019)

## DEPENDANCE

### Les assises des Ehpad

En mars 2018, plus de 500 professionnels des Ehpad s'étaient rassemblés aux Assises Nationales. L'édition 2019 se déroulera dans un climat marqué par la préparation de la loi Grand Age et Autonomie qu'a annoncée le Président de la République pour cette année. Les 12 & 13 mars prochains, ils seront de nouveau réunis pour deux jours de débats, d'ateliers, de réflexion, de dialogues, de conférences. Découvrez le programme [en cliquant ici](#).

### Un engagement pour l'accès aux droits des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie

Le Défenseur des droits et la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) ont signé le 11 février 2019 une convention de partenariat, formalisant ainsi une coopération déjà en œuvre depuis plusieurs années entre les deux institutions. Tant le Défenseur des droits que la CNSA contribuent, dans le cadre de leurs missions respectives, à favoriser l'accès aux droits et l'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire, de toutes les personnes handicapées ou en perte d'autonomie, quel que soit leur handicap ou leur âge. [Lien sur le site silvereco.fr](#)

### Soutien aux personnes âgées immigrées - Recueil de bonnes pratiques

Afin de contribuer à la concertation nationale "Grand âge et autonomie", l'Odas (Observatoire national de l'aide sociale) a choisi de rendre public le résultat de travaux consacrés aux personnes âgées immigrées. En effet, en raison de la singularité de leur histoire et de leur parcours, ces dernières rencontrent des difficultés particulières dans l'accès au droit commun, dont la réalité a été insuffisamment prise en considération par les pouvoirs publics. Ce recueil de bonnes pratiques a pour but d'apporter des repères méthodologiques aux responsables des associations et collectivités territoriales concernées par l'accompagnement social des personnes âgées immigrées.

## ENVIRONNEMENT

### L'empoisonnant dossier de la décharge Stocamine

La décharge Stocamine basée à Wittelsheim (Haut-Rhin) est un site dans lequel sont enfouis depuis 20 ans 40 000 tonnes de déchets toxiques (arsenic, cyanure, amiante, mercure...). Le site a fermé en 2002, soit trois ans seulement après son ouverture, suite à un incendie. Depuis, le devenir de ces déchets, enterrés à 600 mètres de profondeur, alimente régulièrement le débat politique en raison du risque majeur de pollution de la nappe phréatique d'Alsace, l'une des plus importantes d'Europe. Tandis qu'un [rapport parlementaire](#) préconisait d'évacuer ces déchets, le ministère de la Transition écologique et solidaire en a décidé autrement. Il considère dans une lettre rendue publique que « la solution la plus adaptée demeure la poursuite du chantier de confinement des déchets restants, sans déstockage supplémentaire ». Une décision qui ne satisfait ni les élus locaux, ni les associations environnementales.

## VIE ASSOCIATIVE

### L'action des têtes de réseaux

Le Mouvement associatif publie un [guide pratique sur l'action des têtes de réseau associatives](#), outils, analyses et conseils.

## GRAND DEBAT NATIONAL

### Et après ?

A ce jour, 1,7 million de visiteurs uniques sur le site dédié, 320000 inscrits sur la plateforme, 6000 réunions programmées, 2500 déjà tenues... le gouvernement vient de communiquer les chiffres de [participations au grand débat](#). Il s'agit maintenant de démontrer que cet exercice inédit ne sera pas vain. "La porte de sortie ne peut être qu'extrêmement ambitieuse... Il faut qu'il y ait un horizon, nous dit-on, cela ne peut pas juste être de la psychothérapie collective." A suivre...

*A très bientôt pour une nouvelle édition !*